

3 novembre 2025 |

Ecrit par le 3 novembre 2025

Hausse des prix de l'énergie : 45% des Français modestes envisagent ne pas se chauffer cet hiver



Avec la hausse annoncée des taxes sur l'électricité, les Français — et notamment ceux qui ont souscrit un contrat aux tarifs de marché à prix fixes — pourraient voir le montant de leur facture grimper plus vite que prévu dès février 2025. OpinionWay a mené une enquête pour le compte de triPica, spécialiste français de la gestion de services numériques pour l'énergie et les télécoms, auprès d'un échantillon de 1008 personnes représentatif de la population française.

Déjà contraints dans leur pouvoir d'achat, comment réagissent les Français face à cette conjoncture ? Quelles solutions envisagent-ils pour ne pas subir une hausse de leur facture ? Et quelles sont leurs



attentes vis-à-vis des acteurs de l'énergie?

L'énergie devient le symbole de l'inflation pour les Français

Alors que l'<u>Insee</u> vient d'annoncer une « quasi-stabilité » de l'inflation pour le mois d'octobre, la hausse des prix de 0,2% est néanmoins liée en partie à l'augmentation de ceux de l'énergie et continue de peser sur le quotidien des Français. Pour 70% d'entre eux, l'énergie constitue le poste de dépenses qui a le plus augmenté depuis le début de l'année, juste après les courses alimentaires (79%). Viennent ensuite le carburant (40%), l'assurance (32%) et la santé (29%).

L'Etat, les fournisseurs d'énergie et l'Union européenne pointés du doigt

Les Français ne tergiversent pas pour désigner les coupables. Pour 55% d'entre eux, les premiers responsables sont les pouvoirs publics. Plus de trois quarts des interviewés (79%) estime que l'enjeu de la baisse de prix de l'énergie n'est pas prioritaire pour le gouvernement. Dès lors, ils attendent de lui, de manière quasi unanime (88%), que leurs intérêts économiques priment sur toute décision géopolitique.

Les fournisseurs d'énergie sont également pointés du doigt par 53% des personnes interrogées. Les Français ont le sentiment qu'ils refusent de remettre en question leurs offres pour répondre aux enjeux financiers des ménages (78%), dont le pouvoir d'achat est en berne.

Enfin, l'Union européenne arrive en troisième position, 40% des Français incriminant les directives votées en matière d'énergie.

Le ressentiment des Français est particulièrement fort à l'encontre des deux premiers cités : selon les interviewés, c'est en priorité à l'État (60%) et aux fournisseurs d'énergie (44%) d'endiguer la hausse des prix.

La hausse des prix, un étau inextricable...

L'inquiétude des Français face à l'augmentation croissante des prix de l'énergie, et leur manque de confiance envers les politiques et les entreprises pour l'endiguer est palpable. Ainsi, une part importante des Français modestes ne comptent que sur eux-mêmes pour baisser le montant de leur facture, envisageant de réduire drastiquement leur consommation énergétique (71%) ou encore de renoncer au chauffage cet hiver (45% pour les Français gagnant moins de 2000 € et 44% pour les 25-34 ans).

Reflet de cette inquiétude face à cette situation difficile, 17% des Français n'hésiteraient pas à ne plus payer leurs factures d'électricité (un chiffre qui s'élève à 29% parmi ceux gagnant moins de 2000 € par mois).

Inquiets, méfiants et désireux d'enrayer la situation, ils estiment même, pour un quart d'entre eux, que la solution pour y parvenir passera par un mouvement de protestation. Un constat partagé par 32% des plus de 65 ans et par 31% des hommes.



...dont les Français tentent de sortir via des solutions alternatives

Au-delà de leurs vives réactions, les Français dépassent leurs inquiétudes pour envisager des mesures alternatives plus responsables afin de contrer l'escalade des prix.

Pour parer à cette éventualité, sont invoquées le changement de fournisseur d'énergie (40%), le choix de l'autoproduction (34%) ou encore l'adoption de comportements plus écologiques, comme investir dans des équipements électroménagers moins énergivores (58%) et systématiser leur utilisation durant les heures creuses (70%).

Ces solutions alternatives sont notamment plébiscitées par les jeunes populations, plus volontaires à produire leur propre énergie solaire que leurs aînés, du fait de leur plus grande sensibilisation à l'importance du développement des énergies renouvelables (86% des 18-24 ans contre 57% des 65 ans et plus).

Un futur axé sur le triptyque transparence - modernité - personnalisation

Les mesures que sont ou seraient prêts à prendre les Français pour lutter contre la hausse des prix invitent à réfléchir de façon plus linéaire à l'avenir énergétique de notre pays et aux attentes de la population française vis-à-vis des acteurs de l'énergie.

Ces dernières peuvent être résumées par le triptyque : transparence – modernité – personnalisation. Les Français attendent de nouvelles offres adaptées à leurs moyens et à leur situation (61%), davantage de transparence sur les politiques tarifaires (57%), des informations en temps réel sur leur consommation d'énergie (38%) et, dans une moindre mesure, un conseil énergie attitré (16%).

L'innovation au service de la réduction de la facture énergétique des Français

Ces besoins de transparence et d'adaptabilité demandés par les Français démontrent notamment qu'ils sont prêts au changement. Un terreau favorable à l'essor de solutions innovantes qui pourraient réduire leurs factures d'énergie.

Ainsi, ils sont notamment séduits par la perspective de devenir de véritables « traders » de l'énergie. 73% des personnes interrogées considèrent que disposer d'une application dédiée au suivi de leur consommation d'énergie et de son ajustement en temps réel serait judicieux. En parallèle, 70% des interviewés croient dans la production et le stockage d'énergie via des panneaux solaires. Enfin 40% sont séduits par la possibilité d'avoir une borne permettant de revendre l'énergie stockée dans la batterie de leur véhicule.

Pour accéder aux résultats de l'étude OpinionWay, cliquez ici.

Inflation : zoom sur la flambée des prix alimentaires

Alimentation: zoom sur la flambée des prix

Évolution du prix moyen des denrées alimentaires sélectionnées en France entre mars 2022 et 2023

SSS

Petit-déjeuner

Baguette +9,3 % Beurre +23,8 %

Céréales +15.8 %

petit-déj.

Café, thé & +15,1 %

cacao

Plat de pâtes

Pâtes +20.9 %

Légumes +29,3 %

frais **

alimentaires '

Viande +13,9 %

Sauces et +17,9 % condiments



Poissons & Fruits de mer

Poissons frais +10.0 % Fruits de +6.5 % mer frais



Laitages & Desserts

Fromage et +20,3 % laits caillés

Yaourt +21,3 %

Crèmes glacées +16,1 %

et sorbets

Fruits frais +10,1 %



* et couscous ** hors tubercules Sources: Insee, calculs Statista









statista 🔽





En France, les prix des produits alimentaires ont flambé de 16 % en mars par rapport à l'année dernière et constituent le principal moteur de l'<u>inflation</u>. D'après les données du suivi de l'<u>Insee</u>, la hausse des prix de l'alimentation s'est accélérée le mois dernier (après +15 % mesuré en février).

Comme le détaille notre infographie, l'inflation est plus ou moins importante selon les types de produits : les plus touchés étant les produits frais et de base. En mars, les prix des légumes frais (hors tubercules) étaient en hausse de 29 % sur un an et ceux des fruits frais de 10 %. Les prix des pâtes alimentaires, des céréales, de la viande et des produits laitiers (fromage, beurre) ont également subi une augmentation importante, de 14 % à 24 %.

Les raisons de l'inflation alimentaire sont multiples. D'une part, on peut citer les effets de la guerre en Ukraine, qui a provoqué des hausses inévitables sur certaines matières premières (huile de tournesol, céréales, etc.). D'autre part, la hausse des prix de l'énergie a impacté l'agriculture, puisque beaucoup de productions végétales, comme les tomates, sont cultivées sous serre et nécessitent une forte consommation énergétique (gaz).

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Un état des lieux de la situation en mars 2022 est consultable ici.

Hausse du prix de l'énergie : quel impact sur les transports de la Région Sud ?

3 novembre 2025 |



Ecrit par le 3 novembre 2025



La hausse du prix de l'énergie touche forcément les transports. En 2023, les tarifs de ces derniers devraient par conséquent augmenter. Pour éviter une hausse trop importante, la Région Sud va prendre en charge une partie des surcoûts de ses transports.

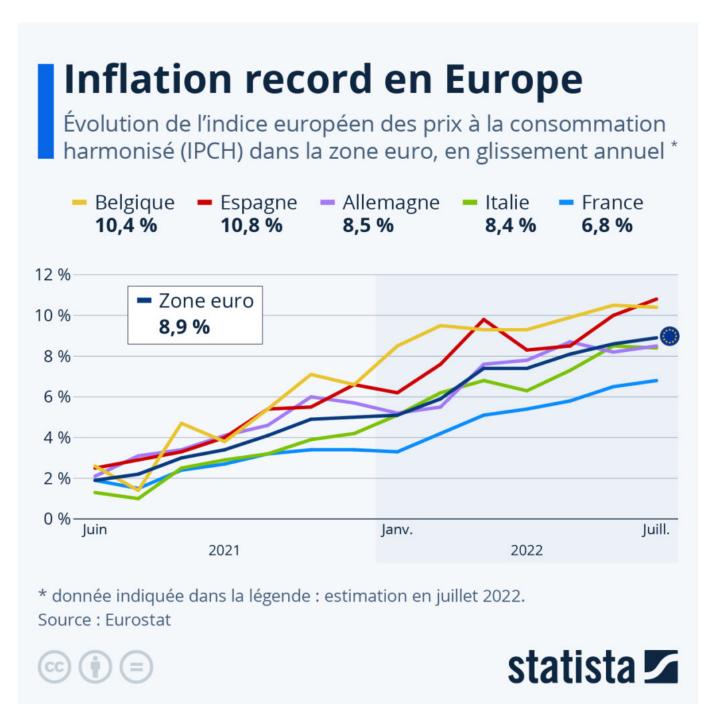
Malgré la hausse du prix de l'énergie, la Région Sud a décidé de maintenir l'intégralité de son offre de transports, c'est-à-dire près de 550 TER et plus de 1 700 cars par jour. Les surcoûts liés à la hausse du prix de l'énergie devraient représenter 30 millions d'euros pour les transports régionaux en 2023.

Ainsi, la Région Sud a annoncé prendre en charge 80% de ces surcoûts, ce qui équivaut à environ 24 millions d'euros. Les 6 millions d'euros restants nécessiteront une hausse limitée des tarifs sur les transports régionaux. Ainsi, le prix des billets unitaires, principalement achetés par les vacanciers, va augmenter de 5,68%, et les tarifs des abonnements Zou! de 3%. Cette potentielle hausse des prix va faire l'objet d'un vote en assemblée plénière le vendredi 16 décembre prochain.

V.A.



Inflation record dans la zone euro



Propulsée par la flambée des prix de l'énergie et de l'<u>alimentation</u>, l'inflation a atteint un niveau record dans la zone euro. Au mois de juillet, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) était en hausse de près de 9 % sur un an dans la zone monétaire, selon les données d'<u>Eurostat</u>. Comme le montre notre graphique, certaines économies sont plus touchées que d'autres par l'escalade des prix.



Avec un indice des prix en hausse annuelle de 6,8 % le mois dernier, la France a enregistré son taux d'<u>inflation</u> le plus élevé depuis 1985. Il reste néanmoins le plus modéré des pays de la région, juste derrière Malte (6,5 %). En comparaison, les produits consommés par les ménages ont augmenté en moyenne de 8,5 % en Allemagne et de plus de 10 % en Belgique et en Espagne.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

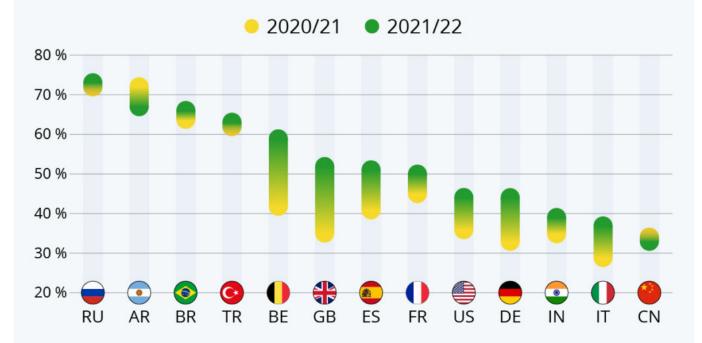
L'inflation au centre des préoccupations mondiales



L'inflation au centre des préoccupations



Part des répondants considérant que l'inflation est l'un des problèmes les plus importants à résoudre dans leur pays



Base: entre 2 100 et 45 700 personnes interrogées en ligne par pays (18-64 ans). Périodes d'enquêtes : avril à mars 2020/21 et 2021/22.

Ukraine, les pénuries alimentaires, le changement climatique et l'inflation. Ce dernier sujet est devenue une préoccupation majeure dans le monde, comme le mettent en avant les enquêtes du Global Consumer

Source: Statista Global Consumer Survey









Les élites politiques et économiques du monde entier se sont retrouvées dimanche à Davos, en Suisse, à l'occasion du Forum économique mondial, après une interruption de deux ans due à la pandémie. Les discussions de cette année, qui se dérouleront jusqu'au 26 mai, portent notamment sur la guerre en



Survey de Statista.

En Europe, l'inflation est devenue la première source d'inquiétude dans de nombreux pays, reflétant la flambée des prix sur le continent au cours des douze derniers mois. En France, 50 % des personnes interrogées en 2021/22 (période d'avril à mars) ont déclaré qu'il s'agissait de l'un des principaux problèmes à résoudre, devant la pauvreté et le chômage (46 %). Les Français ne sont pas les seuls à avoir développé des craintes à ce sujet. En Belgique et au Royaume-Uni, il est désormais cité par respectivement 59 % et 52 % de la population, en hausse de 17 points de pourcentage sur un an.

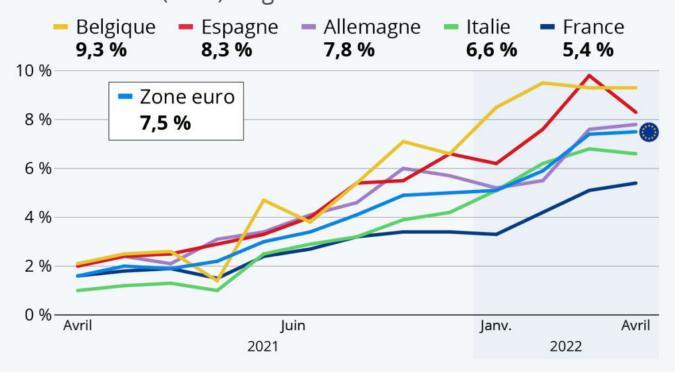
D'après les données, les Russes sont parmi ceux qui s'inquiètent le plus de la hausse des prix, ce qui n'est peut-être pas si surprenant, compte tenu des lourdes sanctions économiques qui frappent le pays depuis le début de l'invasion de l'Ukraine. Ils sont suivis de près par les Argentins, qui restent toujours très préoccupés par l'inflation galopante dans leur pays. Selon les prévisions du FMI, l'Argentine devrait connaître une inflation d'au moins 50 % en 2022.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

L'inflation bat des records dans la zone euro

L'inflation bat des records dans la zone euro

Évolution de l'indice européen des prix à la consommation harmonisé (IPCH) en glissement annuel *



* donnée indiquée dans la légende : estimation en avril 2022.

Source: Eurostat









Propulsée par la flambée des prix de l'énergie, mais aussi de l'<u>alimentation</u>, l'inflation atteint des niveaux records dans la zone euro. Au mois d'avril, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) était en hausse de 7,5 % sur un an dans la zone monétaire, selon <u>Eurostat</u>. Comme le montre notre graphique, certaines économies sont plus touchées que d'autres par l'escalade des prix.



Avec un indice des prix en hausse annuelle de 5,4 % le mois dernier, l'<u>inflation en France</u> reste la plus modérée de la zone euro (derrière Malte, 4,9 %). En comparaison, les produits consommés par les ménages ont en moyenne augmenté de près de 8 % en Allemagne et de plus de 9 % en Belgique.

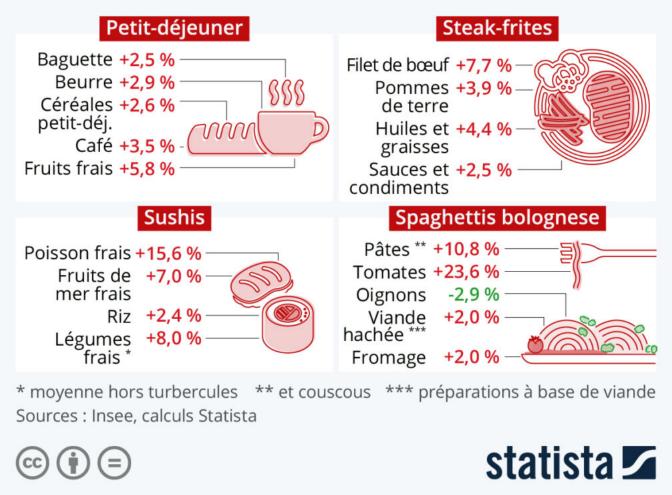
De Tristan Gaudiaut pour Statista

Prix alimentaires : quels produits ont le plus augmenté ?



Zoom sur la hausse des prix alimentaires

Évolution du prix moyen des denrées alimentaires sélectionnées en France entre mars 2021 et 2022



La pandémie et la guerre en Ukraine perturbent les chaînes d'approvisionnement dans le monde entier et participent à la hausse des prix constatée ces derniers mois, en particulier ceux de l'énergie et de l'alimentation.

Selon les chiffres publiés par l'Insee, le prix des produits alimentaires a augmenté de 3,4 % sur un an en



France (données de mars 2022). Mais cette valeur représente une moyenne et certains aliments sont devenus beaucoup plus chers. C'est le cas de produits couramment consommés comme le poisson, la viande, les produits à base de <u>blé dur</u> (pâtes, couscous) et les fruits et légumes, avec des hausses allant de 6 % à plus de 20 %.

Les principaux facteurs contribuant à cette évolution des prix sont le coût des matières premières énergétiques et des engrais. Les cultures sous serre, plutôt énergivores, sont ainsi particulièrement impactées par la flambée du gaz. Cela s'observe avec les tomates, par exemple, dont le prix a augmenté de près de 24 % par rapport à l'année dernière (9 % depuis janvier 2022).

De Tristan Gaudiaut pour Statista

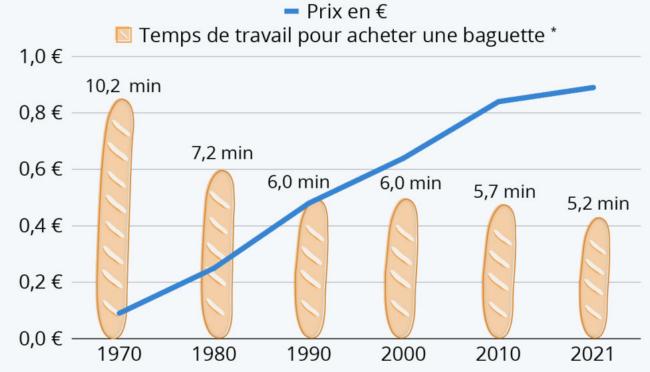
La baguette coûte-t-elle vraiment plus cher qu'avant ?

3 novembre 2025 |

Ecrit par le 3 novembre 2025

« L'indice baguette » au fil des années

Évolution du prix d'une baguette de 250g en France et aperçu du pouvoir d'achat basé sur le montant du Smic



* basé sur le Smic horaire brut au premier semestre des années indiquées. Sources : Insee, France-inflation.com, calculs Statista



statista 🚄

Avec la flambée du coût des matières premières, et notamment du blé, la baguette devrait voir son prix augmenter en France dans les semaines à venir. Une mauvaise nouvelle de plus pour les consommateurs qui subissent déjà la <u>hausse des prix de l'énergie</u>. Vendue jusqu'à présent autour de 0,90 € en moyenne, la baguette standard (250g) pourrait ainsi prochainement dépasser le seuil symbolique de 1 euro.



Si l'on regarde l'évolution du prix de la baguette depuis 1970 (où il était de 0,10 € pièce), on peut être tenté de se dire que le coût du pain a littéralement explosé en l'espace de cinquante ans. Mais il s'agit de données brutes qui ne tiennent pas comptent de l'inflation, ni de l'évolution des salaires. Pour se faire une meilleure idée de l'évolution des coûts au fil des années, nous nous sommes penchés sur « l'indice baguette », qui compare le prix par rapport au salaire minimum.

Comme le montre notre graphique réalisé avec les <u>données</u> de l'Insee, on travaille aujourd'hui moins longtemps pour se payer une baguette qu'il y a cinquante ou quarante ans. En 1970, si l'on se base sur le Smic de l'époque (3,4 francs/heure), environ 10 minutes de travail était nécessaires pour acheter une baguette, alors que de nos jours, la durée est descendue sous les 6 minutes. La population française a donc théoriquement gagné du pouvoir d'achat sur l'indice baguette, même si l'on constate que les gains sont beaucoup plus faibles depuis les années 1990. Sur notre graphique, le temps de travail indiqué en 2021 (5,2 minutes) est basé sur les données du premier semestre. Mais si l'on intègre la hausse probable du prix à 1 euro (et la revalorisation du Smic en septembre), cette valeur retrouverait alors le même niveau qu'en 2010 (5,7 minutes).

Ce regard sur l'évolution des coûts n'a pas pour but de relativiser les difficultés des Français qui peinent à boucler leurs fins de mois. Car si certains produits ou services sont plus abordables de nos jours, il faut garder en tête que d'autres postes de dépenses ont augmenté ou sont apparus depuis. Le poids des dépenses pré-engagées (logement, assurances, télécoms, etc.) a par exemple considérablement augmenté au cours des dernières décennies, comme le met en lumière une <u>autre infographie</u>.

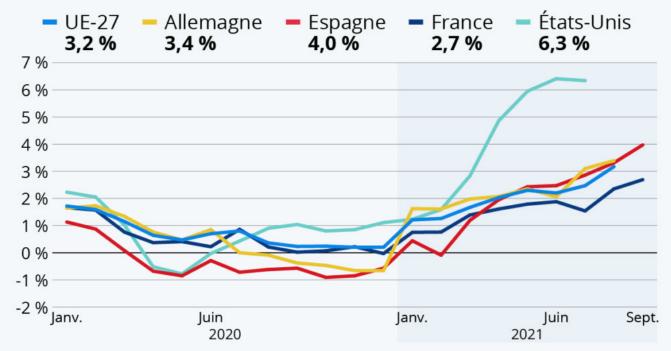
De Tristan Gaudiaut pour Statista

L'inflation grimpe dans les pays développés



L'inflation grimpe dans les pays développés

Évolution mensuelle de l'indice de prix à la consommation harmonisé (IPCH) en glissement annuel *



^{*} dernière donnée de 2021 indiquée dans la légende. Espagne, France : septembre (estimation), Allemagne, UE: août, États-Unis: juillet.

Source: Eurostat









La forte reprise économique qui a suivi la sortie de la <u>crise sanitaire</u> a fait gonfler les prix depuis le début de l'année 2021. Et aucun pays développé ne semble épargné par la hausse de l'inflation.

En août, l'indice de prix à la consommation harmonisé (IPCH) avait augmenté de 3,2 % en glissement



annuel dans l'Union européenne. Mais comme le montre notre graphique, certains pays apparaissent plus touchés que d'autres. En France, la hausse s'élevait à 2,7 % en septembre selon les données d'<u>Eurostat</u>, ce qui reste un peu plus modéré que chez nos principaux voisins. L'indice de prix à la consommation a par exemple grimpé de plus de 3 % Allemagne et de 4 % en Espagne. Outre-Atlantique, l'inflation est particulièrement élevée aux États-Unis, où une hausse de plus de 6 % était enregistrée cet été.

De Tristan Gaudiaut pour <u>Statista</u>